



**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**

ICC-PIDS-WU-21/10_Fra

La CPI semaine après semaine

15 février 2010 #21



Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de trois affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun* (« Ahmad Harun ») et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman* (« Ali Kushayb »), *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* et *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda*. Trois mandats d'arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l'encontre de Harun, Kushayb et Al Bashir pour des charges de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Les trois suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Le suspect n'est pas détenu par la CPI. L'audience de confirmation des charges a eu lieu du 19 au 29 octobre 2009.

Affaire Abu Garda

La Chambre préliminaire refuse de confirmer les charges à l'encontre de Bahar Idriss Abu Garda

Le 8 février 2010, la chambre préliminaire I de la Cour pénale internationale (CPI) a rendu une décision ne confirmant pas les charges dans l'affaire *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda*.



La Chambre a conclu qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes pour établir l'existence de motifs substantiels de croire que Bahar Idriss Abu Garda est pénalement responsable, en tant que coauteur ou coauteur indirect, des crimes qui lui sont imputés par l'Accusation. Ces crimes consistaient en l'atteinte à la vie, le fait de diriger intentionnellement des attaques contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission de maintien de la paix, et le pillage. Ils auraient été commis dans le cadre d'une attaque menée, le 29 septembre 2007, contre le personnel, les installations, le matériel, les unités et les véhicules de la Mission de maintien de la paix de l'Union africaine au Soudan (MUAS) stationnés à la base militaire de Haskanita (« la Base de Haskanita »), dans la localité d'Umm Kadada au Darfour-Nord.

La Chambre a souligné que l'affaire était d'une suffisante gravité vu les conséquences de l'attaque, non seulement pour les membres de la MUAS et leurs familles, mais également pour la population locale



La chambre préliminaire I ©ICC-CPI

puisque la MUAS, impliquée dans une mission de maintien de la paix établie sous les auspices de l'Union africaine, a d'abord suspendu, puis finalement réduit ses activités dans la région. La Chambre a également conclu à l'existence de motifs substantiels de croire que le personnel de la

MUAS ainsi que ses installations, matériel, unités et véhicules stationnés à la base de Haskanita bénéficiaient de la protection accordée aux civils et aux objets civils en vertu du droit international des conflits armés. La Chambre a conclu, cependant, que les allégations de l'Accusation selon lesquelles Abu Garda aurait participé à un prétendu plan commun en vue de lancer une attaque contre la base de Haskanita n'étaient pas étayées par des preuves suffisantes.

La décision de la Chambre a été prise à l'unanimité ; l'un des juges a émis une opinion séparée. Cette décision n'interdit pas à l'Accusation de demander ultérieurement la confirmation des charges si elle étaye sa demande avec des éléments de preuve supplémentaires. L'Accusation peut également soumettre une requête à la Chambre préliminaire I en vue d'obtenir l'autorisation d'interjeter appel contre la décision sur la confirmation des charges.

Fiche d'information

Décisions adoptées entre 8 et le 12 février 2010

Public Redacted Version - Decision on the Confirmation of Charges

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 8 février 2010

Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les trois affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda* et *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour ; tandis que le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009.

Décisions adoptées entre 8 et le 12 février 2010

Affaire Lubanga

Redacted Decision on the defence request for a witness to give evidence via video-link

Rendue par la Chambre de première instance I, le 9 février 2010

Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

Decision on the "Defence Application for Leave to Appeal the Trial Chamber's Décision relative à la requête de la Défense de Germain Katanga en illégalité de la détention et en suspension de la procédure"

Rendue par la Chambre de première instance II, le 11 février 2010

Situation en République centrafricaine

Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. Le procès est prévu le 27 avril 2010.

Décisions adoptées entre 8 et le 12 février 2010

Affaire Bemba

Redacted version of "Decision on the Request of the Office of Public Counsel for Victims for Additional Redactions submitted on 30 September 2009." (ICC-01/05-01/08-616-Conf-Exp)

Rendue par la Chambre de première instance III, le 10 février 2010

Decision on the defence request for an extension to the page limit

Rendue par la Chambre de première instance III, le 11 février 2010

Decision on the procedures to be adopted for instructing expert witnesses

Rendue par la Chambre de première instance III, le 12 février 2010

Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le [calendrier des audiences](#).

Des résumés audiovisuels sont disponibles sur [notre chaîne Youtube](#).

Evénements

Visite officielle du Président de la CPI au Laos

Le juge Sang-Hyun Song, Président de la Cour pénale internationale, s'est rendu du 11 au 13 février 2010 en République démocratique populaire lao pour y participer à une conférence sur la CPI. Outre l'allocation qu'il a prononcée à cette conférence organisée par les autorités, le Président a rencontré des hauts responsables du Gouvernement lao au cours de réunions officielles.

Lors de la conférence, le Président Song a rappelé que le Gouvernement lao avait déjà évoqué, par le passé, la possibilité de devenir partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Le Président Song a déclaré : « Quoique je puisse offrir des encouragements en ce sens, je me dois de reconnaître que la décision d'adhérer au Statut de Rome relève de la souveraineté de la République démocratique populaire lao. Je nourris toutefois l'espoir qu'une meilleure compréhension de la CPI et de son mandat permettront d'instruire le débat de façon constructive. C'est la raison pour laquelle je suis venu. »

Le Président Song a par ailleurs rencontré le Vice-Premier ministre et Ministre des affaires étrangères, M. Thongloun Sisoulith, le Ministre de la justice, M. Chaleuan Yiapaoher, ainsi que le Vice-Président de la Commission des lois de l'Assemblée nationale lao, le professeur Davone Vangvichith. Il les a informés de l'actualité judiciaire de la Cour et s'est entretenu avec eux des principes fondamentaux du Statut de Rome.

Cette visite s'inscrit dans une série de visites officielles aux États d'Asie qui ne sont pas parties au Statut, entamée l'année dernière par le Président Song. La région Asie Pacifique est la moins représentée à l'Assemblée des États parties, avec seulement 14 membres sur 110. Le Président cherche à promouvoir la compréhension du mandat de la Cour en vue de remédier à cette sous-représentation et d'encourager l'adhésion mondiale.



Le Président Song en compagnie du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, M. Thongloun Sisoulith ©ICC-CPI

Interagir avec les communautés

L'équipe de la CPI chargée de la sensibilisation s'entretient avec des groupes de femmes congolaises au sujet des crimes sexuels



L'équipe de la sensibilisation tient une session d'information sur les crimes de violences sexuelles à l'intention de représentantes de groupes de femmes à Kinshasa ©ICC-CPI

Le 11 février 2010, l'équipe de la sensibilisation a tenu une session d'information à l'intention de représentantes de groupes de femmes à Kinshasa. Cette journée était consacrée aux droits de la Femme et le coordonnateur chargé de la sensibilisation sur le terrain a fait un exposé sur les crimes de violences sexuelles. L'affaire Akayesu (un ancien professeur rwandais jugé coupable de génocide et de crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international pour le Rwanda en 1998) a fait l'objet d'un débat car c'était la première fois qu'un tribunal international considérait le viol comme un acte de génocide. Il a expliqué aux participantes qu'en vertu du Statut de Rome, le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée et la stérilisation forcée pouvaient tous constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

Calendrier

FÉVRIER 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
15	16	17	18	19	20	21

Calendrier

FÉVRIER 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
22	23	24	25	26	27	28
MARS 2010						
01	02	03	04	05	06	07
Première réunion stratégique semestrielle avec les ONG de 2010						
08	09	10	11	12	13	14
Événements futurs :						
27 avril : Ouverture programmée du procès dans l'affaire Jean-Pierre Bemba Gombo						
31 mai - 11 juin : Première Conférence de révision du Statut de Rome						

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.